

SOUPE À LA GRIMACE POUR LES HÉROS DE LA COVID DANS L'ÉNERGIE !

En réponse à l'implication de leurs personnels dans la crise, EDF et Engie sortent leurs plans d'économies. Au programme : cessions, suppressions de postes, dégradations des conditions de travail... !

Bien que nous soyons encore dans la crise sanitaire de la Covid, son impact social est déjà là. Plan d'économies carabinées à EDF (Mimosa), qui s'ajoute au risque de scission d'Hercule (EDF Bleu et Vert), cession de la partie « services » chez Engie, avec de nouvelles orientations stratégiques pour les années à venir. Les conséquences pour les salariés de ces deux entreprises : **gel des embauches, détérioration des conditions de travail et salaires sous pression.**

Des remerciements au goût amer chez EDF !

Si le PDG d'EDF JB Lévy reconnaît qu'« EDF a répondu présent », avec des salariés qui se sont démenés, y compris au plus fort de la crise Covid, pour assurer la continuité du Service Public de l'électricité, son plan d'économies, Mimosa, va accentuer la dégradation des conditions de travail des personnels. Limitation des investissements (15 Md€ en moyenne sur 3 ans), baisse des charges opérationnelles (salaires...), nouvelles cessions non cœur de métier (3 Md€)... Tout ceci va avoir des répercussions concrètes sur le quotidien de travail de tous les salariés d'EDF. Ce nouveau plan d'économie ne vise en rien à régler les problèmes structurels d'EDF : son impossibilité à financer ses projets nouveaux pour la transition énergétique sans recours à l'emprunt... Tout cela parce que ses concurrents captent les profits en vendant une partie de son électricité nucléaire qu'ils achètent à bas prix. Alors que c'est EDF qui produit/transporte/distribue mais ne commercialise qu'une partie de son électricité. La perte moyenne d'emplois qui était de -0.5%/an passe désormais à -1.5%/an.

Chez Engie : « nouveau » virage à 180° !

Le Président d'Engie a annoncé fin juillet un changement total de stratégie consistant à se recentrer sur les infrastructures énergétiques et les énergies renouvelables.

Conséquence : ouverture à la vente de l'eau et propreté (Suez, 29000 salarié-es en France), de la production d'électricité classique (Electrabel et ses filiales, 22000 salarié-es au Benelux et quelques centrales en France), des 2/3 des services climatiques et thermiques (Cofely, Ineo, Axima, Endel, soit 42000 salarié-es en France).

Le Groupe serait réduit de moitié et le risque est qu'il ne reste pas indépendant : Total est à l'affût pour racheter l'achat-vente de gaz et d'électricité et le renouvelable; les fonds de pension et la Caisse des Dépôts pour racheter les infrastructures.

C'est donc un dépeçage qui pourrait commencer, conforme aux plans du gouvernement qui considère qu'Engie est un énergéticien en "trop". Les banques d'affaires qui le conseillent poussent depuis plusieurs années à la vente par morceau pour maximiser la valorisation.

Tout cela bien loin des préoccupations sociales car les découpages, cessions, fermetures vont entraîner une casse sociale très importante en particulier dans toutes les fonctions centrales, support et R&D.

Tout cela va à l'encontre des préoccupations énergétiques et de transition écologique. En cassant Engie, détenue à près d'1/3 par l'État, ce dernier se prive d'un de ces outils majeurs pour accélérer la recherche, le développement et l'investissement en la matière.

A EDF, ce nouveau plan d'économie ne vise en rien à régler les problèmes structurels

C'est donc un dépeçage qui pourrait commencer



UFICT
mines-énergie

Un espace de confiance pour agir

La CGT défend le maintien des activités dans le Groupe au nom de la complémentarité des activités énergie-services-eau et propreté, centrales pour construire un véritable service public autour des enjeux actuels de transition énergétique.

Et ensuite ?

Rien ne garantit qu'avec l'évolution de la crise sanitaire, ces plans ne s'aggravent encore (seconde vague, baisse des consommations d'énergies...), ou que le retour d'expérience du confinement soit exploité au profit des entreprises et au détriment des salariés.

A EDF un projet TAMA (Travailler Autrement, Manager Autrement) prévoit baisse des déplacements, formations à distance, automatisation et simplification des processus RH, et réorganisations touchant les strates managériales... Durant la crise, les désorganisations et multiples transformations, menées au pas de charge, ont aussi eu des conséquences négatives sur les salariés. Pourtant, les entreprises, au second semestre, devront encore compter sur un investissement sans réserve des salariés (pour limiter, par exemple, les retards sur les arrêts de tranches nucléaires EDF à l'approche de l'hiver), alors que toutes les compétences sont déjà aujourd'hui près de la « surchauffe ». Mais la priorité est hélas donnée aux agences de notation pour satisfaire aux « sacro-saints » ratios financiers !

Pour les années à venir, EDF et Engie seront inévitablement en difficulté en raison de la baisse des consommations d'électricité et de gaz liées à la baisse d'activité économique, aggravée par la perte récurrente de clients vers les fournisseurs alternatifs. Il faut un plan de relance ambitieux pour soutenir le secteur de l'énergie (aides à la performance et à l'efficacité énergétique, renouvellement de moyens nucléaires pilotables...). C'est certainement aussi le moment pour ces deux entreprises de s'interroger sur leurs investissements à l'international : le temps n'est-il pas venu de privilégier les investissements en France ?

Agir pour peser sur le monde de demain

Les problèmes d'Engie et d'EDF ne datent pas de la crise de la Covid. Ils sont structurels et proviennent de la libéralisation du marché du gaz puis de l'électricité. Ces nouveaux plans d'économie Covid vont accentuer les manques d'effectifs... et rajouter des problèmes aux problèmes.

Dans son Programme Progressiste de l'Énergie la FNME-CGT fait de nombreuses propositions : mettre fin au marché, baisser les taxes... Il est temps de peser sur les choix, présents et à venir, dans le cadre de cette nième crise. Le monde de demain doit prendre en compte les exigences sociales, écologiques, climatiques et sanitaires et mettre au rebut la rentabilité financière de court terme.

La journée d'action confédérale du 17 septembre sera une première étape pour peser sur les décisions.

**Urgence sanitaire, sociale, économique, écologique :
d'autres choix s'imposent !**

Portons-les, tous ensemble, le 17 septembre



ufictfnme.fr



facebook.com/UfictCgtFnme/



UFICT
mines-énergie

Un espace de confiance pour agir